

« *Il n'y a pas de topologie économique...* »,
C. Castoriadis, Cerisy, 1990

Plaidoyer pour une comptabilité politique

Pierre Dumesnil
Groupe ETOS, GET-INT. Evry

Pour la décade de Cerisy qui lui avait été consacrée en juillet 1990, Castoriadis avait préparé une intervention intitulée « Quelle démocratie ? » qui fut élaguée de sa partie économique lors de la présentation orale qu'il en fit. Rétrospectivement, cette absence est pour moi qui y ai assisté un grand regret que ne comble pas vraiment la parution ultérieure et posthume du texte complet, édité parmi d'autres écrits qui ont été rassemblés en 1999 sous le titre *Figures du pensable* pour former le VI^{ème} et dernier tome des *Carrefours du labyrinthe*. Cet élagage aurait été dû, selon les indications données par Castoriadis lui-même, à des contraintes de temps. Or, mon regret est précisément que ce temps nous manque à jamais pour nouer tout dialogue avec lui. En particulier, j'aurais aimé l'interroger pour comprendre *exactement* ce qu'il voulait dire lorsqu'il écrivait « qu'il n'y a pas de *topologie économique*, ni discrète, ni continue » et quelles conséquences théorico-pratiques *précises* il en tirait. Cette curiosité est avivée par le fait que :

- cette référence « topologique » ne s'applique pas comme il le précise aussitôt à « l'univers physique sous-jacent à et impliqué dans l'économie » ; qu'il ne s'agit donc pas d'une variante de « l'économie spatiale » ni de « l'économie des transports » ;
- l'expression « topologie économique » est un *hapax* chez Castoriadis alors même que la fréquence du mot « topologie » dans ses écrits est élevée, signe de son amour et de sa connaissance critique des mathématiques.

L'économie comme comptabilité

J'ai le soupçon que cette formulation négative condensait pour lui au niveau le plus abstrait et général possible la raison pour laquelle l'économie n'est pas vraiment mathématisable ou du moins pour laquelle l'usage théorique qu'elle fait du « nombre », en dépit de la pratique, est constamment à questionner. Je note en passant que cette expression est inconnue des ouvrages de théorie économique ou de mathématique appliquée à l'économie que j'ai pu consulter et qu'elle aussi absente du web, hormis dans sa signification strictement spatiale et encore très rarement semble-t-il. Mais, pour « tester » la validité de l'expression, il semble nécessaire de donner une définition de l'économie alors qu'on ne la trouve pas vraiment dans le texte précité et que l'on sait qu'aucune formulation disponible ne fait l'unanimité jusqu'à aboutir à la boutade : « l'économie est ce dont s'occupent les économistes ». Ici, pour des raisons qui apparaîtront, je serais tenté de dire que l'économie à laquelle se réfère implicitement Castoriadis pour en examiner les failles est principalement « ce dont s'occupent les comptables », d'entreprises puis nationaux. J'espère ne pas projeter ainsi ma propre conviction qui est que *la forme comptable est une forme centrale quoique diffuse et largement inaperçue comme telle de l'action politique*. Mais je crois que Castoriadis l'aurait partagée. J'ajouterai que si l'on parle abondamment « d'économie politique » et de « politique économique » personne ne parle de « comptabilité politique » et rares sont ceux qui s'aventurent clairement et publiquement sur le terrain d'une « politique comptable »? Cet abandon du comptable et donc *du* politique par *la* politique s'est manifesté récemment par la délégation donnée, dans l'ignorance et donc dans l'indifférence générale, par l'UE *via* la Commission à l'IASC-IASB, organisme professionnel créé en 1973, qui « s'est autoconstitué en normalisateur comptable international ». Je reprends là l'expression due à Michel Capron dans son introduction au livre collectif *Les normes comptables internationales, instruments du*

*capitalisme financier** dont le titre affiche clairement, et avec pertinence, l'intention poursuivie par lesdits normalisateurs. Ce qui suit pourra être entendu comme un plaidoyer pour installer la discussion comptable au sein du débat démocratique. Mais, citons maintenant un peu plus longuement Castoriadis :

« C'est le système économique pris *in toto* et avec son histoire précédente qui produit, et non pas telle usine ou tel travailleur. Il n'y a pas de topologie économique, ni discrète, ni continue (je ne parle évidemment pas de l'univers physique sous-jacent à et impliqué dans l'économie). C'est *parce qu'il y a appropriation privée* que l'on trace une frontière comptable indiquant où s'arrêtent les « coûts propres » (et les « gains propres ») d'une firme ; cette frontière est, à un autre point de vue, fictive, ne serait-ce parce qu'il y a (on le découvre maintenant, en fonction des problèmes d'environnement) des *externalités*, des coûts supportés par d'autres que la firme et des gains pour lesquels la firme n'a rien fait (...).

(...) Toute décision d'imputation est une décision *politique* car elle est en même temps et *ipso facto* une décision d'attribution (...) » *Les carrefours du labyrinthe VI*, p 171-172.

La comptabilité comme graphe

À lire Castoriadis, je crois légitime de dire que c'est bien de comptabilité et de topologie comptable dont il s'agit. Or, bien que cela ne soit généralement pas présenté de cette manière, l'enregistrement comptable « privé », en partie double, dont on sait qu'il a accompagné le capitalisme commercial et industriel puis financier depuis l'origine (cf. Max Weber) est équivalent à un graphe orienté et monétairement valué dont les sommets sont identifiables à des comptes ou classes de comptes. Cela peut aisément être montré à l'aide de l'exemple très simple suivant.

* paru à la Découverte en 2005. Les coauteurs de l'ouvrage, outre Michel Capron, sont Ève Chiapello, Bernard Colasse, Marc Mangenot et Jacques Richard.

Graphe et partie double

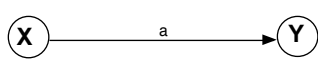
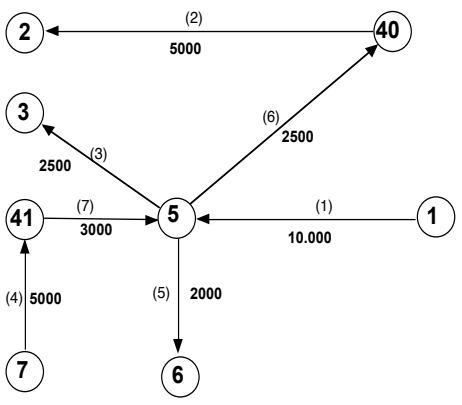
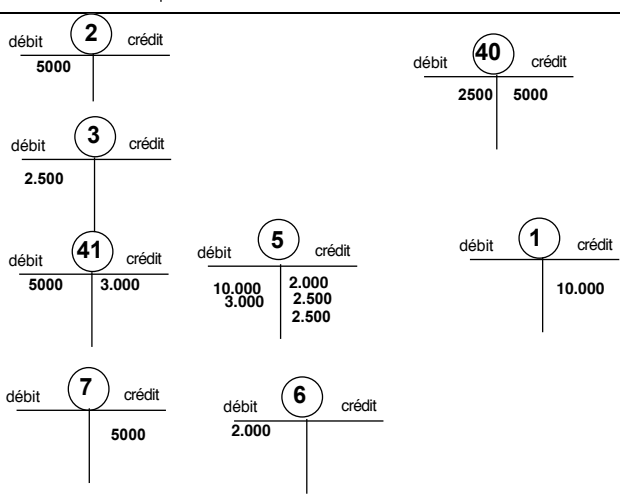
| I | II | |
|--|--|---|
| Événements comptables élémentaires (énoncé) | Plan des comptes | A |
| 1—Création d'une société, apport des sociétaires : 10.000 € 2—Achat, à crédit, d'une machine : 5000 € 3—Achat, au comptant, de fournitures stockables : 2500 € 4—Vente, à crédit, de produits finis : 5000 € 5—Versement des salaires : 2000 € 6—Paiement, partiel, de la machine : 2500 € 7—Paiement, partiel, des clients : 3000 € | 1. Capital 2. Immobilisations 3. Stocks 40. Fournisseurs 41. Clients 5. Comptes financiers 6. Charges 7. Produits | B |
|  | <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> débit X crédit a </div> <div style="text-align: center;"> débit Y crédit a </div> </div> | C |
|  |  | D |
| I | II | |

Figure 1

Commentaire : le *graphe* du cadran I.D met en forme les 7 événements de l'énoncé comptable du I.B en appliquant la relation élémentaire définie en I.C d'une manière homologue aux comptes du II.D., construits en application de la relation élémentaire en *partie double* définie en II.C. Dans les deux cas, le classement est celui du plan comptable qui définit les sommets du graphe dans un cas, les comptes à double entrée (débit-crédit) dans l'autre.

A la relation débit-crédit traditionnelle correspond la notation "topologique" d'un arc (orienté) monétairement valué entre deux sommets d'un graphe.

Si l'on passe à un niveau macro-comptable, celui de la Comptabilité Nationale — lui aussi en partie double — il est également possible de représenter son organisation logique sous la forme d'un graphe en substituant, pour en désigner les sommets, la notion d'entités « économiques » à celle de classes comptables. Ces entités sont par exemple les sociétés et quasi-sociétés ou SQS de la terminologie comptable nationale, les firmes dont parle Castoriadis, mais aussi les ménages, les administrations, etc. Il est généralement dit que la comptabilité nationale enregistre les « échanges réels avec contrepartie monétaire » entre ces entités, suggérant ainsi l'existence d'une représentation duale : l'une monétaire, l'autre « réelle ». Or, si la première peut être évaluée de manière *apparemment* homogène, la deuxième ne peut pas l'être. Comment en effet valuer dans une même unité l'échange *réel* — puisque modificateur d'état — entre le patient et son psychanalyste et, par exemple, celui existant entre le concessionnaire automobile et son client ? Il faudrait imaginer autant de *graphes orientés et évalués*¹ qu'il y a de types qualitatifs d'échanges à moins de trouver une unité physique commune qui rende compte de manière homogène de tous les échanges. Ce qui est, d'une certaine manière, la démarche suivie par le Wuppertal Institut (Schmidt-Bleek, von Weizsäcker *et alii*, héritiers du Club de Rome) qui substitue la notion de *MI* (Material input ou « sac à dos écologique »), d'où découle celle de *MIPS* (Material Intensität pro Serviceeinheit) à celle de monnaie. Je laisse en suspens mon jugement sur cette démarche tout en trouvant très stimulant et nécessaire ce renouvellement de la comptabilité matière².

¹ Castoriadis dirait peut-être ici : “topologie économique continue” ?

² Pour une discussion plus élaborée, voir “Pour une économie sémiotique”, en ligne à l'adresse : <http://perso.orange.fr/pierre.dumesnil/ecosemiosoutenable.htm>

Revenons à la construction du graphe macro-comptable. La définition généralement donnée des échanges est en réalité incomplète : aux flux réels et monétaires, il faut ajouter ceux des factures ou quasi-factures *inter-entités* (bulletins de salaires, documents fiscaux, de cotisations sociales, etc.), mais aussi, quoiqu’oubliés par la présentation standard des agrégats issus des comptes nationaux, *intra-entités* (dotations aux amortissements ou aux provisions principalement). Cet ajout facturier n’est pas anodin et renvoie à la pratique comptable, celle du maniement et traitement des pièces justificatives, dont les factures émises et reçues, qui ne sont ni réelles ni monétaires (le comptable ordinaire ne manie ni monnaie ni « réel »). La représentation complète a alors la forme, *dans le cas régulier et standard*, d’une triple relation marchande, « réelle », monétaire et facturière illustrée par le schéma ci-dessous.

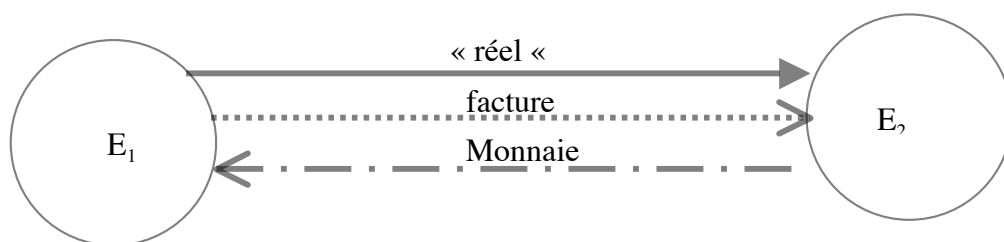


Figure 2

En généralisant ce schéma et en traçant le graphe des flux de factures, il est possible très simplement d’aboutir à la notion de PIB. Agrégat que l’on peut définir comme étant la somme des facturations émises (plus communément appelée « production ») par les entités marchandes du pays *moins* la somme des facturations de « consommation intermédiaire³ » reçues par ces mêmes entités. Ce que l’on peut très schématiquement représenter comme suit :

³ Ainsi, du point de vue de son comptable, la “production” du boulanger équivaut à son chiffre d’affaire, *c’est un nombre*, comme aussi sa “consommation intermédiaire”, somme des factures de farine, d’électricité, etc. de la période. Et c’est bien de ce point de vue que sont agrégés les comptes nationaux. Le terme de “production” doit être *dissimilé* selon les contextes : la production (processus) du boulanger qui met la main à la pâte pour faire du pain (résultat du processus) n’est pas celle de son comptable ; lequel peut n’être jamais entré dans un fournil, pas plus que le comptable national.

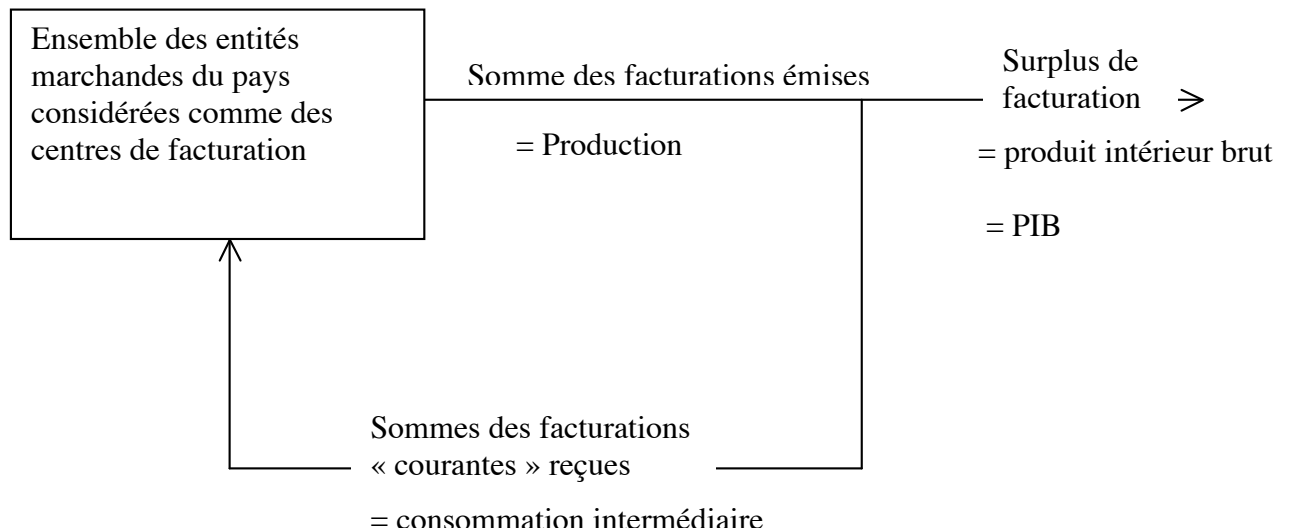


Figure 3

C'est dans la sphère comptable (comme aussi dans son dual monétaire) que se constate ce *surplus numérique brut* (de l'amortissement et des provisions) dont rien n'est dit *a priori* quant à la « matérialité » ou « immatérialité » de ce qui lui correspond dans la « sphère réelle ». La croissance de ce surplus comptable monétairement valué, trop vite et à tort car source de multiples confusions, désignée génériquement comme étant « *la croissance* », renvoie à l'infinité qualitative de la variété des flux potentiels du ou des graphes « réels » associés. Cette variété peut aller, par exemple, pour en signaler l'extrême hétérogénéité, de la livraison d'une centrale nucléaire à la délivrance d'une prophétie par une quelconque astrologue « professionnelle ». Il apparaît néanmoins que la comptabilité nationale comme privée soit topologiquement représentable par différentes catégories de graphes orientés et valués. Ce qui semblerait infirmer, en assimilant le comptable et l'économique, l'hypothèse castoriadienne selon laquelle il n'y aurait pas de « topologie économique ». *Mais accepter cette infirmation sans plus serait confondre la mise en forme du réel avec le réel lui-même ou dire que ce que nous avons désigné comme étant le « régime régulier » des échanges marchands est l'unique régime possible. Or, il n'en est rien, cf la figure 4.*

| T_i | R | F | M | R | F | M | T_i | |
|-------|---|----|----|----|----|----|-------|---|
| 1 | 1 | 1 | 1 | -1 | -1 | -1 | 14 | internalisation d'externalités négatives facturées par l'émetteur |
| 2 | 1 | 1 | 0 | -1 | -1 | 0 | 15 | régime régulier (impayé) |
| 3 | 1 | 1 | -1 | -1 | -1 | 1 | 16 | régime régulier (=internalisation "spontanée" d'externalités positives) |
| 4 | 1 | 0 | 1 | -1 | 0 | -1 | 17 | régime régulier payé non facturé (économie souterraine) |
| 5 | 1 | 0 | 0 | -1 | 0 | 0 | 18 | externalité, positive ou négative, non facturée, non payée |
| 6 | 1 | 0 | -1 | -1 | 0 | 1 | 19 | internalisation d'externalités positives, payées non facturées |
| 7 | 1 | -1 | 1 | -1 | 1 | -1 | 20 | internalisation d'externalités négatives facturée par le récepteur |
| 8 | 1 | -1 | 0 | -1 | 1 | 0 | 21 | internalisation d'externalités, facturées non payées |
| 9 | 1 | -1 | -1 | -1 | 1 | 1 | 22 | internalisation d'externalités positives facturées par le récepteur |
| 10 | 0 | 1 | 1 | 0 | -1 | -1 | 23 | facturé et payé sans flux réel par l'émetteur de la facture (blanchiment) |
| 11 | 0 | 1 | 0 | 0 | -1 | 0 | 24 | facturé sans flux réel non payé |
| 12 | 0 | 1 | -1 | 0 | -1 | 1 | 25 | facturé et payé sans flux réel (fausse facture) |
| 13 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | -1 | 26 | flux monétaire "pur" (don) |

figure 4

Principes de construction du tableau de la figure 4 : on considère les trois types de flux — réels, facturiers et monétaires — notés R, F, M, en leur attribuant 3 valeurs discrètes : 1 = flux entrant ; -1 = flux sortant ; 0 = inexistence de flux. Il est alors possible de construire 26 triplets $T = (R, F, M)$ en négligeant celui de l'inexistence de tous les flux $T_0 = (0, 0, 0)$. Ces triplets sont associables 2 à 2 (ce qui est sortant pour une entité est entrant pour une autre) pour former 13 couples symétriques dans l'échange comme indiqué dans le tableau de la figure 4. *Le régime régulier* de l'échange marchand, tel que considéré précédemment (figure 2), ne constitue donc que l'un des 13 cas possibles : ici, celui associant T_3 et T_{16} .

Il apparaît alors que les graphes des flux “réels”, facturiers et monétaires, *ici simplement orientés et non valués*⁴, présentent une variété potentielle, comme actuelle, qui ne se limite pas au régime régulier d'un marché où les marchandises sont échangées entre entités comptablement closes, facturées puis payées. Notamment, échappent à ce régime régulier tous les flux réels inter-entités non facturés ou *externalités*, positives comme négatives, (cf. T_5^* T_{18} du tableau), dont Castoriadis, après et avec bien d'autres, signale l'extrême importance perturbatrice. L'imputation et facturation de ces externalités pour les internaliser conduirait à un bouleversement des coûts et des gains attribuables à chaque entité et donc à un recalcul du “surplus” (valeur ajoutée) distribuable par chacune d'entre-elles (profits comme salaires). Inversement, l'incomplétude effectivement constatée du système d'imputation et de

⁴ Castoriadis dirait peut-être ici : “topologie économique discrète” ?

facturation fausse de manière massive tout le système d’attribution et de distribution et tous les coûts. Mais, le redresser, c’est-à-dire construire le “vrai” dual facturier du graphe des flux réels est une question qui relève, dans son extension comme dans sa restriction, de la politique. Ainsi, viser un système *complet* d’imputation et de facturation serait courir un risque d’extension “totalitaire” en considérant que parce qu’ils affectent “réellement” les autres, tous nos faits et gestes, toutes nos amours et détestations, nos paroles mêmes sont susceptibles d’être “repérés” dans le champ comptable ou économique. Certains ultras parmi les économistes “libéraux” ne sont pas loin d’un tel schéma. Ce n’est certainement pas la position de Castoriadis. Aussi, j’interpréteraï volontiers son assertion “*C’est le système économique pris in toto et avec son histoire précédente qui produit, et non pas telle usine ou tel travailleur. Il n’y a pas de topologie économique, ni discrète, ni continue* » comme signifiant ici, dans la terminologie que j’ai utilisée : “*l’incomplétude de l’imputation facturière à des entités séparées est en droit irréductible*”. Cela ne veut pas dire que toute comptabilité doit être abandonnée — ce que le “*in toto*” de Castoriadis pourrait suggérer — mais qu’il conviendrait de cerner précisément, pour le légitimer publiquement et politiquement en toute lucidité, quelles sont les zones d’activation et quelles sont les zones d’abandon comptables. Or, parmi ces zones d’abandons, outre les externalités (notamment environnementales) dont la réduction “réelle” ou l’internalisation facturière ne peut qu’être ardemment souhaitée, celle de l’*amortissement* (ou de la dotation aux amortissements) de la *nature* comme de la *culture* me paraît crucial et largement inaperçu sous cet angle comptable. C’est ce point que j’aimerais aborder pour conclure.

L'oubli de l'amortissement

On peut considérer que la dotation annuelle aux amortissements équivaut à une facturation provisoirement impayée que la firme s'adresse à elle-même, alourdissant ainsi dans le présent ses charges ou ses coûts. En contrepartie, par cumul des amortissements successifs, elle constitue une provision financière qui devrait lui permettre de faire face dans le futur au coût de restauration à l'état initial de son patrimoine productif. Mais nous savons que ce flux facturier est largement conventionnel, qu'il n'est imputable à terme à aucun fournisseur désigné *a priori* et qu'il ne coïncide qu'exceptionnellement avec les flux réels et monétaires effectifs. Cette provision financière, gagée sur le coût et la nature d'un investissement passé, ne finance que rarement la restauration de ce dernier mais, le plus souvent, contribue parmi d'autres ressources (profit non distribué, emprunt, augmentation de capital) au financement d'investissements totalement nouveaux — parfois sans rapport d'équivalence avec ce passé. L'aspect conventionnel de cette facturation et son décalage qualitatif et quantitatif avec les flux réels et monétaires qui sont censés lui correspondre expliquent son "oubli" dans la présentation des indicateurs traditionnels de surplus de la comptabilité nationale. PIB ou PNB sont donc bruts et la performance comptable affichée, surévaluée en raison de cet oubli. Ce "malaise comptable" signale implicitement que *dans une économie à fort changement technique, comme la nôtre, la restauration en l'état est une contradiction dans les termes*. Or cette omission dans la *présentation* macro-comptable se trouve redoublée d'une omission plus profonde et plus grave, d'une *in-action* micro-comptable, facturière, monétaire et "réelle". Pour des pans entiers du patrimoine naturel et culturel hérité que nous détruisons, aucune facture en vue d'une quelconque restauration future n'alourdit les comptes d'aucune entité marchande du présent. Ainsi, irréversiblement, la variété du vivant comme celle des

langues et des cultures, les réserves énergétiques fossiles accumulées sur des temps géologiques, notre régime climatique, notre civilisation même et tant d'autres éléments encore de notre *économie qui reste* — en dépit de la croyance commune comme savante — *massivement de cueillette* disparaissent ou s'altèrent sans que nous les amortissions. Les récoltes futures, nous le voyons déjà, seront à la mesure de cet abandon comptable, "facturier", cumulé sur presque deux siècles ; à la mesure de l'abandon "réel" et "monétaire" de l'entretien, de la réparation ou du ménagement de notre héritage naturel comme culturel. Considérer que la *comptabilité*, sur ce point précis de l'amortissement comme sur d'autres, concerne *la politique*, n'est donc pas une question abstraite d'ennuyeux spécialistes, théorique, mais une question concrète qui nous concerne tous et qui devrait concerner *la politique* et *la démocratie* comme institutions. J'ai toute raison de penser que Castoriadis aurait été en accord avec cette conclusion, sinon avec le cheminement qui m'y a conduit. Pour le savoir vraiment, sa parole nous manque.